

FEDERATION DU SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS DU  
DEPARTEMENT DE LA DROME  
- SPF 26 -

145 RUE ALFRED NOBEL  
26500 BOURG LES VALENCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS AU 31/12/2025

Aux membres de la Fédération,

## 1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association FEDERATION DU SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS DU DEPARTEMENT DE LA DROME - SPF 26 - , relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération à la fin de cet exercice.

## 2. FONDEMENT DE L'OPINION

---

### 2.1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### 2.2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### 2.3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changement de méthode comptable » relative à la première application du règlement ANC N°2022-06 ainsi que la valorisation des contributions volontaires en nature.

Nous vous informons également que les données figurant dans la partie présentation de l'Association n'ont pas fait l'objet d'un contrôle de notre part.

### 3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

---

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration des comptes annuels, du Compte par Origine de Destination et du compte d'emploi annuel des ressources, sont conformes au plan comptable interne de l'Union du Secours Populaire Français et aux règles de gestion validées par son conseil d'administration, en respect des réglementations en vigueur, ainsi qu'aux dispositions du règlement CRC 2018-06 et qu'elles ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### 4. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

---

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport sur la gestion, à l'exception du paragraphe 3 relatif aux comptes combinés du département qui n'ont pas fait l'objet d'un audit.

### 5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité



d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels sont arrêtés par le Comité Départemental.

## 6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une



incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à PARIS,

**Veronique BRAULT**  
**Commissaire aux Comptes**



# Bilan

Fédération de la DRÔME - FED EI 026 0 00000 000049

Exercice : 2025

En Euros	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net 2025	Montant net 2024
<b>Frais d'établissement</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 556 310</b>	<b>418 209</b>	<b>1 138 101</b>	<b>826 615</b>
Terrains	112 668	0	112 668	77 668
Agencements et aménagements de terrains	95 836	47 849	47 987	27 697
Constructions	1 067 669	206 169	861 500	584 637
Installations techniques, matériel et outillage industriels	38 836	35 054	3 782	3 693
Autres immobilisations corporelles:	241 301	129 137	112 164	132 920
<i>Installations générales, agencements divers</i>	150 295	63 107	87 189	105 207
<i>Matériel de transport</i>	70 456	49 364	21 092	25 081
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	15 168	15 168	0	188
<i>Mobilier</i>	5 383	1 499	3 884	2 445
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
<b>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</b>				
<b>Immobilisations financières</b>	<b>26 288</b>		<b>26 288</b>	<b>25 800</b>
Participations				
Autres titres immobilisés	25 788		25 788	25 300
Prêts				
Autres	500		500	500
<b>I. Actif immobilisé</b>	<b>1 582 598</b>	<b>418 209</b>	<b>1 164 389</b>	<b>852 415</b>
<b>Stocks et en cours</b>				
Autres approvisionnements				
Marchandises				
<b>Créances</b>	<b>248 961</b>		<b>248 961</b>	<b>93 965</b>
Avances et acomptes versés sur commandes	135		135	126
Créances clients et comptes rattachés	10 180		10 180	10 938
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances (dont produits à recevoir)	235 882		235 882	82 901
Charges constatées d'avance	2 764		2 764	
<b>Valeurs mobilières de placement et FNS</b>	<b>218 811</b>		<b>218 811</b>	<b>320 416</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>34 725</b>		<b>34 725</b>	<b>50 929</b>
Charges constatées d'avance N-1				2 533
<b>II. Actif circulant</b>	<b>502 497</b>		<b>502 497</b>	<b>467 842</b>
<b>III. Ecart de conversion Actif</b>				
<b>TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III)</b>	<b>2 085 095</b>	<b>418 209</b>	<b>1 666 886</b>	<b>1 320 257</b>



# Bilan

Fédération de la DRÔME - FED EI 026 0 00000 000049

Exercice : 2025

En Euros	Année 2025	Année 2024
Fonds propres sans droit de reprise	18 035	18 835
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Projet associatif et réserves		
Report à nouveau	657 079	628 032
Excédent ou déficit de l'exercice	- 4 598	28 248
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>670 517</b>	<b>675 115</b>
Subventions d'investissement	480 622	340 113
<b>I. Fonds propres</b>	<b>1 151 138</b>	<b>1 015 228</b>
Ecart de combinaison		
<b>II. Ecart de combinaison</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	50 210	61 250
<b>III. Fonds reportés et dédiés</b>	<b>50 210</b>	<b>61 250</b>
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>IV. Provisions</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	380 168	141 989
Emprunts et dettes financières diverses SPF		
Emprunts et dettes financières diverses hors SPF		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	67 080	71 662
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	6 653	5 586
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes (dont charges à payer)	11 543	24 541
Produits constatés d'avance	95	
<b>V. Dettes</b>	<b>465 538</b>	<b>243 779</b>
<b>VI. Ecart de conversion Passif</b>		
<b>TOTAL DU PASSIF (I+II+III+IV+V+VI)</b>	<b>1 666 886</b>	<b>1 320 257</b>



# Compte de résultat

Exercice : 2025

Fédération de la DRÔME - FED EI 026 0 00000 000049

En Euros	Année 2025	Année 2024
<b>I- PRODUITS D'ACTIVITE</b>		
Cotisations		
Vente de biens et services	36 312	28 685
<i>dont ventes de dons en nature</i>	0	0
<i>dont parrainages</i>	0	0
Produits de tiers financeurs	420 092	381 780
Concours publics et subventions d'exploitation	75 170	66 245
Ressources liées à la générosité du public	172 876	176 345
<i>Dons manuels</i>	169 329	174 944
<i>Mécénats</i>	3 547	1 401
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	0	0
<i>Autres produits liés à la GP</i>	0	0
Contributions financières	172 046	139 189
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	0	3 910
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Autres produits	49 637	52 313
<i>Participations des destinataires de la solidarité</i>	15 265	13 647
<i>Produits d'initiatives</i>	30 391	38 366
<i>Autres</i>	3 982	300
Utilisations des fonds dédiés	20 084	33 520
<b>I - Produits d'activité</b>	<b>526 125</b>	<b>500 207</b>
<b>II- CHARGES D'ACTIVITE</b>		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0
Achats de marchandises, matériels et fournitures	98 628	116 908
Variations de stock	0	0
Autres achats	54 463	59 679
Services extérieurs	41 078	34 238
Autres services extérieurs	57 362	60 611
Aides financières et quotes-parts de générosité du public reversées	77 410	97 869
Impôts, taxes et versements assimilés	11 126	9 198
Salaires	67 767	53 047
Cotisations sociales	23 532	19 312
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :	58 783	57 346
<i>- sur immobilisations</i>	58 783	57 346
<i>- sur immobilisations destinées à être cédées</i>	0	0
<i>- sur actif circulant</i>	0	0
<i>- pour risques et charges</i>	0	0
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	0	0
Autres charges	34 000	12 980
Reports en fonds dédiés	9 044	9 954
<b>II - Charges d'activité</b>	<b>533 194</b>	<b>531 141</b>
<b>Résultat d'activité</b>	<b>- 7 069</b>	<b>- 30 934</b>





# Compte de résultat

Exercice : 2025

Fédération de la DRÔME - FED EI 026 0 00000 000049

<b>III- PRODUITS FINANCIERS</b>		
Revenus des placements, intérêts et produits assimilés	11 519	11 980
Reprises sur dépréciations et provisions	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
<b>III - Produits financiers</b>	<b>11 519</b>	<b>11 980</b>
<b>IV- CHARGES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilées	9 047	7 828
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
<b>IV - Charges financières</b>	<b>9 047</b>	<b>7 828</b>
<b>Résultat Financier</b>	<b>2 471</b>	<b>4 153</b>
<b>V- PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Produits exceptionnels	0	21 693
		35 065
		0
<b>V - Produits exceptionnels</b>	<b>0</b>	<b>56 758</b>
<b>VI- CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charges exceptionnelles	0	1 729
		0
		0
<b>VI - Charges exceptionnelles</b>	<b>0</b>	<b>1 729</b>
<b>Résultat Exceptionnel</b>	<b>0</b>	<b>55 029</b>
VII - Ecart de combinaison	0	0
<b>VII - Ecart de combinaison</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Résultat Combinaison</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+5)</b>	<b>537 644</b>	<b>568 945</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)</b>	<b>542 242</b>	<b>540 697</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)</b>	<b>- 4 598</b>	<b>28 248</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Bénévolat	463 445	361 356
Prestations en nature	35	0
Dons en nature	329 082	263 627
<b>Total</b>	<b>792 562</b>	<b>624 983</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Bénévolat	463 445	361 356
Prestations en nature	35	0
Secours en nature	329 082	263 627
<b>Total</b>	<b>792 562</b>	<b>624 983</b>



**SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS**  
**Fédération de la DRÔME**

**ANNEXE DES COMPTES ANNUELS DE**  
**L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**  
**MONTANTS EXPRIMES EN EUROS**



## SOMMAIRE

<b>I. Présentation de l'Association</b>	<b>4</b>
Objet social de l'entité et périmètre des missions sociales	4
Moyens mis en oeuvre	4
<b>II. Faits majeurs de l'exercice</b>	<b>6</b>
<b>III. Principes, règles et méthodes comptables</b>	<b>7</b>
Présentation des comptes	7
Méthode générale	7
Changement de méthode d'évaluation et de présentation	8
Durée de l'exercice et date de clôture	9
Immobilisations incorporelles, corporelles et financières	9
Méthodes d'évaluation et de dépréciation des stocks et des créances	10
Stocks liés à l'achat de produits alimentaire financé par des dotations financières	11
Subventions d'investissements	11
Fonds reportés sur legs et donations	11
Fonds dédiés : Opérations partiellement exécutées à la clôture de l'exercice	12
Provisions pour risques et charges	12
Indemnités de départ à la retraite (I.D.R)	12
Compte d'emplois des ressources	12
Evénements postérieurs à la clôture	13
<b>IV. Informations complémentaires</b>	<b>14</b>
Rémunération des dirigeants	14
Honoraires des commissaires aux comptes	14
Engagements hors bilan	14
<b>V. Informations relatives au bilan</b>	<b>15</b>
Actif	16
Passif	20
<b>VI. Informations relatives au compte de résultat</b>	<b>23</b>
Ventilation par nature des produits d'activités	23
Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice 2025	25
Effectif	25
Résultat exceptionnel	26
<b>VII. Autres informations</b>	<b>27</b>
Contributions volontaires en nature	27
<b>VIII. Compte de résultat par origine et destination (CROD) et Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)</b>	<b>29</b>
Compte de Résultat par origine et destination (CROD)	29
Compte d'emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER)	32



## **ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT**

*Montants exprimés en euros*  
*Exercice clos au 31 décembre 2025*



## I. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

### OBJET SOCIAL DE L'ENTITE ET PERIMETRE DES MISSIONS SOCIALES

Jour après jour, ici comme ailleurs, le Secours populaire, association reconnue d'utilité publique, agit pour un monde plus juste et plus solidaire, en permettant à chacun de s'émanciper et trouver sa place de citoyen, là où il vit, travaille ou étudie. Issu du peuple, animé par lui, mobilisé pour lui, le Secours populaire promeut une relation d'égal à égal véritablement unique et un accueil inconditionnel. Présent partout, au bout de la rue comme au bout du monde avec son réseau de partenaires, il valorise systématiquement l'initiative comme mode d'action. Il peut ainsi agir tout de suite pour soulager ceux qui souffrent : actions d'urgence pour pallier les problèmes immédiats, actions dans la durée, parce que l'homme doit être pris en compte dans toutes ses dimensions.

Bénévoles comme partenaires, entreprises et donateurs, adultes comme enfants dès le plus jeune âge... tout le monde est invité à passer à l'action et chacun apprend à s'émanciper, à tourner la page, à vivre la solidarité jour après jour.

Ancré sur la vision d'un monde plus solidaire, le Secours populaire s'abstient de tout clivage : il rassemble au contraire et crée du lien autour des valeurs partagées. Son engagement est un combat. Un mode d'action. Il est sur le pont. Là où ça bouge. Là où ça compte. Il a, tout naturellement, un rôle de vigie vis-à-vis des pouvoirs publics.

### MOYENS MIS EN OEUVRE

Le Secours populaire est une association de terrain, indépendante et décentralisée.

En France comme dans le monde entier, il agit là où vivent, travaillent ou étudient les acteurs locaux, animés par ses valeurs. Construite au fil du temps, son organisation a été conçue pour laisser s'exprimer toute la diversité des réalités locales :

- À l'étranger, l'action est menée par son réseau d'organisations partenaires indépendantes, attachées à permettre à chacun de trouver sa place de citoyen et de s'émanciper.
- En France, l'indépendance de l'association est tout aussi grande quel que soit l'échelon considéré. Les comités, fédérations disposent ainsi d'une totale autonomie d'action et de gestion dans le respect des règles et orientations communes. Ils constituent d'ailleurs des entités juridiques.

#### Fédération de la DRÔME

La fédération constitue l'échelon départemental. Comme son nom l'indique, elle fédère les comités du Secours populaire actifs sur son territoire comme tous les collecteurs-animateurs bénévoles du département, qu'ils aient constitué ou non un comité local. Elle cherche aussi à en créer d'autres et anime l'ensemble des antennes. Elle coordonne et développe les actions du Secours populaire sur le département. Elle est dirigée par le comité départemental, élu tous les deux ans lors du congrès départemental.

### Les antennes : 2

L'antenne est un relais du mouvement animé à l'échelle d'un quartier, d'un village, d'un lieu de travail ou d'études, d'une association sportive ou culturelle, par un petit groupe d'animateurs-collecteurs bénévoles. Elle n'est pas une entité juridique et dépend, suivant les cas, d'un comité ou d'une fédération. Son rôle est d'organiser la collecte des ressources financières et matérielles et de participer ainsi concrètement à la mise en œuvre d'actions de solidarité en France, en Europe et dans le monde.

### Les comités : 4

Actif à l'échelle d'une ville, d'un canton ou encore d'une entreprise ou d'un établissement, le comité ; association déclarée en préfecture, est le fondement de la vie démocratique du Secours populaire. Il rassemble les animateurs-collecteurs bénévoles, organise la collecte des ressources financières et matérielles et met en œuvre tous ses projets dans le respect des orientations communes, sur son territoire comme au-delà, en lien avec d'autres comités ou fédérations.

### Les donateurs : 1421

Les donateurs au Secours populaire sont des acteurs à part entière de l'association. Détenteurs d'une carte de donateur renouvelée tous les ans, quelle que soit la nature ou le montant de leurs dons, ils ont une voix consultative lors des Assemblées générales des comités et congrès des fédérations et sont invités à toutes les grandes initiatives et temps forts du mouvement.

Les moyens humains bénévoles, pivots du mouvement : 293

Attachés à développer la solidarité ici comme ailleurs, plus de 81 000 « animateurs-collecteurs-bénévoles » sont présents dans toute la France métropolitaine, en Outre-mer, en Europe et dans le monde. Ils constituent le « cœur du cœur » du mouvement. Leur implication en son sein fait d'eux, tout à la fois, des bénévoles, des animateurs et des collecteurs.

- Bénévoles, parce qu'ils ont librement choisi d'offrir une part de leur temps libre.
- Animateurs, parce que ce sont eux qui agissent pour aider et accompagner les personnes, organisent des événements pour faire grandir la solidarité, reçoivent des enfants en vacances, gèrent l'association, recrutent et forment d'autres bénévoles...
- Collecteurs, parce qu'ils sollicitent et obtiennent des dons de toutes natures, ou mobilisent pour que d'autres les collectent...

Les moyens humains salariés : 2

Ils participent à développer les actions du Secours populaire français qu'il s'agisse de missions d'animation directement liées à nos missions sociales ou de support dans les domaines administratifs et de gestion.

### AUTRES INFORMATIONS

Informations sur l'entité qui établit les états financiers combinés (Art. 831-4)	
Entité établissant les états financiers combinés de l'ensemble le plus grand d'entités dont l'entité fait partie en tant qu'entité contributrice	Secours Populaire France – Association Nationale
	9 – 11 Rue Froissart 75 140 Paris
	Inscription RNA : W751227400



## II. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

L'année 2025 a été fortement impacté par :

Achat d'un local pour le Comité de Montélimar, financé par un emprunt, ainsi qu'une subvention régionale.



### III. PRINCIPE, REGLES ET METHODES COMPTABLES

#### PRESENTATION DES COMPTES

Les documents constituant les états financiers comprennent :

- ♦ Le bilan,
- ♦ Le compte de résultat,
- ♦ L'annexe des comptes.

#### REGLES ET METHODES COMPTABLES

- **Référentiel comptable utilisé**

Les Comptes Annuels ont été établis et arrêtés conformément aux règlements ANC 2014-03, ANC 2018-06 (précisés et amendés par les règlements 2020-08, 2021-02 et 2022-04) du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et ANC 2022-06 du 6 novembre 2022 (complété des règlements ANC 2023-01 et ANC 2023-03) relatif à la modernisation des états financiers et applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 (voir paragraphe Changement de méthode comptable).

Par ailleurs, le Secours Populaire Français dispose, pour la production de ses comptes annuels, d'un plan de compte général et analytique spécifiques et de règles de gestion propres, validées par son Conseil d'Administration et applicables à l'ensemble de l'Union ; dans le respect des réglementations comptables en vigueur.

- **Application des conventions comptables**

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles générales d'établissement et de présentation prévues par la réglementation comptable applicable

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

- **Changement de réglementation - Première application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.**

La première application du règlement ANC N°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers constitue un changement de réglementation comptable au sens de l'article 122-1 du Plan Comptable Général. Les modalités de mise en œuvre de ce règlement, y compris les dispositions spécifiques à la première application, sont définies à l'article 27 dudit règlement.

En particulier, les dispositions du règlement ANC N°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Les principales informations nécessaires à la compréhension des changements de présentation induits par cette première application sur les états financiers de la Fédération de la DRÔME sont les suivantes :

- Le montant de la quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice 2025 pour un montant de 37 991 € est comptabilisée dans le résultat d'exploitation 2025 (alors qu'elle aurait été présentée dans le résultat exceptionnel préalablement à l'application du Règlement).
- Au titre de l'exercice 2024, les charges et produits exceptionnels, précédemment présentés sur plusieurs lignes, ont été regroupés sur les lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles », sans réexamen de leur qualification au regard de la nouvelle définition issue du règlement ANC n° 2022-06.

- **Valorisation des contributions volontaires en nature**

Au regard de la décentralisation et de la particularité du Secours populaire français qui est avant tout une association de bénévoles avec des fonctions très diverses et notamment d'encadrement, le taux horaire a été revalorisé sur la base du SMIC horaire majoré de 50 % + taux de charges sociales de 50 %. Cette nouvelle règle de gestion a été entérinée par le Conseil d'Administration du 12/11/2025. Auparavant, les heures de bénévolat étaient valorisées au SMIC chargé.

Valorisation du bénévolat selon l'ancienne méthode (A)	Valorisation du bénévolat à compter de l'exercice 2025 (B)	Ecart en euros (B)-(A)
342 772,26€	463 444,74€	120 672,48€

## DUREE DE L'EXERCICE ET DATE DE CLOTURE

La fédération produit ses comptes annuels sur un exercice de 12 mois courant du 1er janvier au 31 décembre.

## IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Les immobilisations incorporelles, corporelles et financières obtenues à titre onéreux sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Les frais d'acquisition d'une immobilisation (droits de mutation et d'enregistrement, honoraires et frais d'acte) sont :

- Portés à l'actif du bilan en majoration du coût d'acquisition de l'immobilisation à laquelle ils se rapportent.

Les immobilisations obtenues à titre gracieux sont enregistrées selon la valeur vénale du bien correspondant à la valeur qui aurait été acquittée dans des conditions normales de marché.

### Durées de vie usuelles des immobilisations incorporelles :

La durée d'amortissement s'évalue au cas par cas.

### Durées de vie usuelles des immobilisations corporelles (hors composants des immeubles) :

Libellé	Durée d'amortissement
Installation générale, agencements...	De 10 à 20 ans
Matériel de transport	De 4 à 5 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel de bureau	De 5 à 10 ans
Mobilier	De 5 à 10 ans
Installations techniques	De 5 à 10 ans

Le mode d'amortissement est le mode linéaire.

Le plan d'amortissement peut être modifié en cours de vie de l'immobilisation en cas de dépréciation ou en cas de modification significative de l'utilisation du bien.



**Les durées d'amortissement des composants des immeubles sont les suivantes :**

Composant	Durée d'amortissement
Structure de l'immeuble	50 ans
Electricité	25 ans
Plomberie	25 ans
Ascenseur	15 ans
Menuiseries extérieures	25 ans
Menuiseries intérieures	25 ans
Chauffage collectif/individuel	25 ans
Étanchéité (enduit)	20 ans
Ravalement et amélioration	20 ans

**Dépréciation des immobilisations :**

Une dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles est comptabilisée lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Une dépréciation des immobilisations financières est constatée lorsque la valeur présente un risque de non-recouvrement.

**METHODES D'EVALUATION ET DE DEPRECIATION DES STOCKS ET DES CREANCES**

Les stocks doivent être comptabilisés à leur valeur d'achat figurant sur la facture.

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation du stock est éventuellement constatée.

Les créances sont valorisées à leur valeur historique. Au cas par cas, elles donnent lieu à la constitution d'une provision si leur recouvrement apparaît compromis.

La fédération inscrit dans son compte de résultat les produits non reçus au 31 décembre mais imputables à l'exercice et dont le montant est certain.

En contrepartie, ces produits donnent lieu à l'enregistrement de créances à l'actif du bilan.

## LES STOCKS LIES A L'ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES FINANCE PAR DES DOTATIONS FINANCIERES

Le Conseil d'Administration du 17 février 2024 a adopté une décision de gestion pour l'ensemble des structures du Secours populaire français concernant la méthode de comptabilisation de ces stocks non distribués à la clôture de l'exercice :

- Ne pas constater les écritures de variation de stocks,
- Ne constater des fonds dédiés que dans le cas où la dotation versée par l'Association Nationale n'est pas entièrement consommée à la clôture de l'exercice,
- De procéder à un recensement des produits non distribués à la clôture de l'exercice et d'indiquer dans l'annexe des comptes la valorisation du stock non distribué au 31/12/2025 dans la rubrique engagements hors bilan.

## SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produits d'exploitation au titre de l'exercice au cours duquel la décision d'octroi est notifiée à l'entité. Les subventions pluriannuelles d'exploitation reçues ou attribuées, sont rattachées aux comptes de l'exercice selon la méthode du prorata temporis.

Lorsque ces subventions concernent des exercices ultérieurs, la part non rattachable à l'exercice est comptabilisée en produits constatés d'avance.

S'agissant des subventions d'exploitation dédiées, la fraction non consommée à la clôture de l'exercice des subventions reçues ou attribuées est enregistrée en fonds dédiés.

En conséquence, le résultat de l'exercice ne prend en compte que la quote-part des subventions d'exploitation effectivement consommée au cours de l'exercice.

## SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Elles s'enregistrent au regard du montant inscrit sur la notification ou convention de subvention.

Quelle que soit la nature du bien financé par des subventions d'investissements, la quote-part de la subvention est reprise au compte de résultat.

« Les dotations aux amortissements » de la subvention s'effectuent de manière globale (50 ans pour un bâtiment)

Les règles de gestion applicables concernant les amortissements sont les suivantes :

- ✓ Si la ou les subventions d'investissement représentent plus de 50% du bien financé, application de l'amortissement par la méthode des composants
- ✓ Si la ou les subventions sont comprises entre 10% et 50% du montant de l'investissement, amortissement sur 25 ans
- ✓ Si la ou les subventions représentent moins de 10% de l'investissement, amortissement sur 10 ans.

Les règles ci-dessus s'appliquent également au mécénat et contributions financières pour investissement.

## FONDS REPORTES SUR LES LEGS ET DONATIONS

La gestion des legs est dévolue à l'Association Nationale par la charte de gestion. De ce fait, les seuls produits issus des libéralités sont reversés aux structures décentralisées sur présentation et validation d'un projet d'utilisation (Conseil d'Administration du 19/12/2020).

La fédération n'est donc pas concernée par cette rubrique.

## FONDS DEDIES : OPERATIONS PARTIELLEMENT EXECUTEES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Les fonds dédiés qui ne sont pas entièrement utilisés au cours de l'année N dans le cadre des opérations pour lesquelles ils ont été collectés, sont inscrits en charges sous la rubrique « report en fonds dédiés » afin de constater l'engagement pris par la Fédération de poursuivre les réalisations des dits projets avec comme contrepartie du passif du bilan la rubrique « fonds dédiés ».

De même, les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits du compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « utilisation des fonds dédiés ».

La réforme comptable a précisé la nature des financeurs dont les produits réceptionnés par le Secours populaire Français pouvaient faire l'objet de report en fonds dédiés dont la liste est la suivante :

- ✓ Les autorités administratives ou établissements public dont les fonds perçus sont enregistrés en « subventions »
- ✓ Les dons des particuliers
- ✓ Les dons des entreprises ou « mécénat »
- ✓ Les dons reçus des autres organismes de droit privé (fondations et associations) ou « contributions Financières des fondations et associations

Les fonds pouvant être reportés ne doivent pas se confondre avec l'objet social de l'association. Ainsi, les fonds collectés lors des campagnes « Pauvreté Précarité » et « Pères Noël verts » ne font plus l'objet de fonds dédiés étant donné que ces appels aux dons se confondent avec l'objet social de l'association.

## PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques est constituée pour couvrir des risques que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

## INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE (I.D.R.)

Le montant de la provision pour indemnités de départ à la retraite mentionné dans l'annexe ne fait pas l'objet d'enregistrement comptable.

## COMPTE D'EMPLOIS DES RESSOURCES

Le Compte d'Emploi des Ressources collectées auprès du Public, figure dans l'annexe des comptes annuels. Il est établi conformément au Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

Le taux maximal de prélèvement sur les ressources pour financer l'organisation est de 8%.

Le taux appliqué pour notre structure est de **8%**.

Pour 2025, conformément à la décision des instances départementales, les taux de prélèvement reposent sur les postes suivants :

- Dons de particuliers
- Mécénat
- Legs, donations et assurances-vie
- Subventions
- Contributions financières des fondations et associations
- Autres ressources





## **EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

A la réception de la subvention d'investissement pour le local de Montélimar, l'emprunt fera l'objet d'un remboursement anticipé.

## IV. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### REMUNERATION DES DIRIGEANTS

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux deux plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € en 2025, le Secrétaire général et le Trésorier départemental.

Le montant cumulé des rémunérations perçues en 2025 par les élus au comité départemental disposant par ailleurs d'un contrat de travail et salariés à ce titre s'élève à 47 399 €.

### HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Honoraires des commissaires aux comptes	
Honoraires afférents à la certification des comptes	8 428,00 €

### ENGAGEMENTS HORS BILAN

#### 4.3.1 Engagement pris en matière de retraite

Méthode retenue :

- ♦ Indemnité prévue par le code du travail
- ♦ Age de départ à la retraite : 64 ans
- ♦ Taux d'actualisation : 3,96%
- ♦ Taux d'évolution des salaires : 1 %
- ♦ Taux de rotation moyen sur 3 ans

Le montant total des IDR est de 5 045,70 €.

#### 4.3.2 Crédit-bail

NEANT

#### 4.3.3 Legs, donations et assurances-vie

La fédération est bénéficiaire du legs, donation ou assurance-vie en attente de clôture au 31/12/2025 des testateurs

Gros pour 14 628.34€ et Munier pour 12 341.20€ (net des 8% de frais de gestion prélevés par l'Association Nationale).

#### 4.3.4 Stocks de produits achetés avec une dotation et non distribués à la clôture

Dans le cadre de la dotation nationale Mieux Manger Pour Tous Lots (MMPT), les produits achetés en 2025 et non distribués aux personnes accueillies à la clôture de l'exercice représentent 520.04 €.

#### 4.3.5 Engagement sur les prêts en cours

Nantissement de comptes : Comptes à termes pour 80 000 euros et Parts sociales pour 25 010 euros.

La Banque détient également une garantie de privilège de prêteurs de deniers en premier rang à hauteur de 245 703 euros.

## V. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

### ACTIF

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ Les mouvements des immobilisations et des amortissements,
- ✓ L'état des créances au 31/12/2025,
- ✓ Les produits à recevoir,
- ✓ Le détail des charges constatées d'avance.
- ✓ L'état des stocks au 31/12/2025,
- ✓ L'état des variations des dépréciations,
- ✓ Les mouvements de trésorerie,

#### Les mouvements des immobilisations :

En euros	Valeur brute au 01/01/2025	Acquisitions et créations en 2025	Diminutions par cessions ou mises hors service en 2025	Valeur brute au 31/12/2025
<b>Frais d'établissement</b>				
<b>Frais d'établissement</b>				
Immobilisations incorporelles				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorp.en cours				
<b>Immobilisations incorporelles (I)</b>				
Immobilisations corporelles (II)				
Terrains	77 668	35 000		112 668
Agencements et aménagements de terrain	71 269	24 567		95 836
Constructions	767 079	556 696	256 107	1 067 669
Installations techniques, matériel et outillage industriel	39 499	21 500	22 163	38 836
Autres immobilisations corporelles:	232 216	10 585	1 500	241 301
Installations générales, agencements divers	150 295	1 500	1 500	150 295
Matériel de transport	63 316	7 140		70 456
Matériel de bureau et informatique	15 168			15 168
Mobilier	3 438	1 945		5 383
Avances et acomptes sur immobilisations corp. en cours				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations corporelles (II)</b>	<b>1 187 731</b>	<b>648 349</b>	<b>279 770</b>	<b>1 556 310</b>
Immobilisations financières (III)				
Participations				
Autres titres immobilisés	25 300	488		25 788
Prêts				
Autres	500			500



<b>Immobilisations financières (III)</b>	<b>25 800</b>	<b>488</b>		<b>26 288</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)</b>	<b>1 213 531</b>	<b>648 837</b>	<b>279 770</b>	<b>1 582 598</b>

### Les mouvements des amortissements :

En €uros	Durée d'utilisation	Mode d'amt.	Montant en début d'exercice 2025	Augmentations: dotations de l'exercice 2025	Diminutions: reprises de l'exercice 2025	Montant en fin d'exercice 2025
<b>Frais d'établissement</b>	<b>5 ans</b>	<b>linéaire</b>				
<b>Frais d'établissement</b>						
Donations temporaires d'usufruit	5 ans	linéaire				
Autres immobilisations incorporelles	5 ans	linéaire				
<b>Amortissements des immobilisations incorporelles (I)</b>						
Agencements et aménagements de terrain	10 à 20 ans	linéaire	43 572	4 278		47 849
Constructions	15 à 50 ans	linéaire	182 443	23 732		206 169
Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 à 10 ans	linéaire	35 806	21 411	22 163	35 054
Autres immobilisations corporelles:		linéaire	99 296	29 871	30	129 137
Installations générales, agencements divers	5 à 10 ans	linéaire	45 088	18 018		63 107
Matériel de transport	4 à 5 ans	linéaire	38 235	11 159	30	49 364
Matériel de bureau et informatique	3 ans	linéaire	14 979	188		15 168
Mobilier	5 à 10 ans	linéaire	993	506		1 499
<b>Amortissements des immobilisations corporelles (II)</b>			<b>361 116</b>	<b>79 293</b>	<b>22 199</b>	<b>418 209</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>			<b>361 116</b>	<b>79 293</b>	<b>22 199</b>	<b>418 209</b>

### L'état des stocks au 31/12/2025 :

En €uros	Stocks au 01/01/2025	Reprise de stocks au 31/12/2025	Nouveaux stocks au 31/12/2025	Stocks au 31/12/2025
Stocks des autres approvisionnements				
Stocks des marchandises				
<b>TOTAL</b>				

Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice :

En Euros	Année 2025
<b><u>ACTIF IMMOBILISE</u></b>	
Avances et acomptes sur immobilisations en cours	
Participations	
Autres titres immobilisés	26 288
Prêts	
<b><u>ACTIF CIRCULANT</u></b>	
Avances et acomptes versés sur commandes	135
Créances clients et comptes rattachés	10 180
Autres créances:	235 882
<i>Personnel</i>	
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	
<i>Etat et autres collectivités publiques</i>	195 000
<i>Autres</i>	40 441
Créances reçues par legs ou donations	
Charges constatées d'avance	2 764
<b>TOTAL</b>	<b>275 249</b>



Etat des variations des dépréciations :

En €uros	Montant en début d'exercice au 01/01/2025	Augmentations: dotations de l'exercice 2025	Diminutions: reprises de l'exercice 2025	Montant en fin d'exercice au 31/12/2025
Dépréciations des immobilisations corporelles				
Dépréciations des immobilisations financières				
Dépréciations des stocks				
Dépréciations des comptes clients				
<b>TOTAL</b>				

Les produits à recevoir :

En €uros	Montant en fin d'exercice au 31/12/2025
Avances et acomptes versés sur commande	135
Créances clients et comptes rattachés / Factures à établir	
Autres créances:	195 000
<i>Personnel</i>	
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	
<i>Etat et autres collectivités publiques</i>	195 000
<i>Autres</i>	
Produits à recevoir	442
<b>TOTAL</b>	<b>195 577</b>

Les mouvements de trésorerie :

En €uros	Montant en début d'exercice	Montant en fin d'exercice
Valeurs mobilières de placement	320 416	218 811
<i>Placements divers</i>	18 757	10 372
<i>OPCVM</i>	80 000	80 000
Fonds National de Solidarité	221 659	128 439
Comptes courants	47 053	32 537
Caisses	3 876	2 188
<b>TOTAL</b>	<b>371 345</b>	<b>253 536</b>



Le détail des charges constatées d'avance :

En Euros	Année 2025
Exploitation courante	2 764
Données financières	
Données exceptionnelles	
<b>TOTAL</b>	<b>2 764</b>

5.1.1 Immobilisations inaliénables

NEANT

5.1.2 Donations temporaires d'usufruit

NEANT

## PASSIF

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ Le tableau de variation des fonds propres (cf 5.2.1)
- ✓ La variations des provisions,
- ✓ L'état des emprunts et des dettes financières,
- ✓ L'état des dettes à la clôture,
- ✓ Le détail des charges à payer
- ✓ Le détail des produits constatés d'avance.

### La variation des provisions :

En euros	Montant en début d'exercice au 01/01/2025	Augmentations: dotations de l'exercice 2025	Diminutions: reprises de l'exercice 2025	Montant en fin d'exercice au 31/12/2025
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
<b>TOTAL</b>				

### Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :

En euros	Montants au 31/12/2025
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit:	380 168
<i>Emprunts</i>	380 168
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	
<i>Dettes financières</i>	
Emprunts auprès des structures SPF	
Avances et acomptes reçus sur commandes	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	67 080
Dettes fiscales et sociales:	6 653
<i>Personnel</i>	1 129
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	5 348
<i>Etats et autres collectivités publiques</i>	175
Dettes sur immobilisations	
Autres dettes	11 543
Produits constatés d'avance	95
<b>TOTAL</b>	<b>465 538</b>





### 5.2.1 Variation des fonds propres

Tableau de variation des fonds propres								
En €uros	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	18 835					-800		18 035
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves								
Report à nouveau	628 032	28 248		800				657 079
Excédent ou déficit de l'exercice	28 248	-28 248				-4 598		-4 598
<b>Situation nette</b>	<b>675 115</b>			<b>800</b>		<b>-5 398</b>		<b>670 517</b>
Dotations consommables								
Subventions d'investissement	340 113			178 500		-37 991		480 622
Provisions réglementées								
<b>TOTAL</b>	<b>1 015 228</b>			<b>179 300</b>		<b>- 43 389</b>		<b>1 151 139</b>

### 5.2.2 Fonds dédiés et reportés

En €uros	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice
Variations des fonds reportés liés aux legs ou donations				
Variations des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	30 775	8 860	6 902	32 733
Variations des fonds dédiés sur subventions d'exploitation				
Variations des fonds dédiés sur ressources liées à la GP	30 475	184	13 182	17 477
<b>TOTAL</b>	<b>61 250</b>	<b>9 044</b>	<b>20 084</b>	<b>50 210</b>

## VI. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### VENTILATION PAR NATURE DES PRODUITS D'ACTIVITES

Se reporter aux tableaux en page suivante concernant :

- ✓ L'évolution des produits d'activités,
- ✓ Le détail de la rubrique "legs, donations et assurances-vie",
- ✓ Le détail des rubriques "subventions d'investissement" et " subventions d'exploitation".

L'évolution des produits d'activités :

En €uros	Exercice 2025	Exercice 2024
Vente de biens et services	36 312	28 685
Concours publics et subventions d'exploitations	75 170	66 245
Dons manuels	169 329	174 944
Mécénats	3 547	1 401
Legs, donations et assurances-vie		
Autres produits liés à la GP		
Contributions financières	172 046	139 189
Reprises sur provision et transferts de charges		3 910
Utilisations des fonds dédiés	20 084	33 520
Participations des destinataires de la solidarité	15 265	13 647
Produits d'initiatives	30 391	38 366
Autres produits	3 982	300
<b>TOTAL</b>	<b>526 125</b>	<b>500 207</b>



Le détail de la rubrique « legs, donations et assurances-vie » :

En euros	Montant
<b>PRODUITS :</b>	
Montant perçu au titre d'assurances-vie	
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	
<b>CHARGES :</b>	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	
<b>TOTAL</b>	

Le détail des rubriques « subventions d'investissement » et « subventions d'exploitation » :

En euros	Montant
Subventions d'investissements nouvelles au bilan	178 500
Subventions internationales	
Subventions de l'Etat (Sub.ministérielle uniquement)	
Subventions régionales	
Subventions départementales	32 634
Subventions communales	4 545
Subventions des autres éta.publics et adm. sécurité sociale (dont CAF-ANCV)	
Subventions Publiques Diverses	
Subventions emplois aidés	
Subventions perçues auprès d'une autre structure SPF	
Quote part de subvention virée au compte de résultat	-37 991
<b>TOTAL</b>	<b>253 670</b>

## ETAT SEPARÉ DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER POUR L'EXERCICE 2025

### (VERSION SYNTHETIQUE)

Le règlement ANC n°2022-04 du 30 juin 2022 (modifiant le règlement ANC n°2018-06) issu de la transposition des nouvelles obligations comptables de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République prévoit la tenue d'un état séparé des avantages et ressources provenant :

- d'un Etat Etranger
- d'une personne morale étrangère
- d'un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie ou
- d'une personne physique non-résidente en France

L'état présenté ci-après correspond aux dons financiers ou matériels 2025 dont le donateur (personne physique ou morale) a une adresse postale à l'étranger référencée dans notre outil CRM.

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Belgique	5,00€

La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'association doit établir en application de l'article 5 du décret n°2021-1812 du 24 décembre 2021 est mise à disposition du public au siège de la Fédération Départementale.)

### EFFECTIF

Le nombre de salariés au 31 décembre 2025 est de 2.

#### Répartition des effectifs par catégorie :

	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	2,00
Cadres et ingénieurs	0,00
Total	2,00

## RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel des comptes 2025 est inhérent à un événement majeur et inhabituel.

### NEANT

Conformément au règlement ANC 2022-06, le résultat exceptionnel regroupe les produits et charges dont la nature ou la survenance ne relève pas de l'activité courante de l'entité.

Il est précisé que les produits et charges comptabilisés en résultat exceptionnel au cours de l'exercice se répartissent notamment en les catégories suivantes :

- les écritures comptables d'origine purement fiscale, telles que définies et prévues par les règlements de l'Autorité des normes comptables ;
- les changements de méthode comptable que l'entité est amenée à comptabiliser en résultat, plutôt qu'en capitaux propres, en raison de l'application de règles fiscales ;

les corrections d'erreurs sauf lorsqu'il s'agit de corriger une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres

En Euros	Montant en fin d'exercice au 31.12.2025
Produits exceptionnels	
Charges exceptionnelles	



## VII. AUTRES INFORMATIONS

### CONTRIBUTION VOLONTAIRES EN NATURE

La nature des contributions volontaires en nature est la suivante :

- ♦ Dons en nature neuf : alimentation, vêtements, marchandise, produits d'hygiène, jouets....
- ♦ Prestations en nature : places spectacles, affichage publicitaire, activités sportives....
- ♦ Mise à disposition de locaux, personnel, véhicules.
- ♦ Bénévolat.

#### Dons en nature et prestations gratuites :

- ♦ La collecte de marchandises et de services auprès des personnes morales (entreprise, fondations, associations, collectivités, institutions, État etc.), fait généralement l'objet de documents écrits stipulant notamment la nature des biens ou services, leur quantité et leur prix. Ces informations sont reprises dans les contributions volontaires en nature.
- ♦ Les dons en nature :  
Compte-tenu de l'impressionnante collecte de biens et articles collectés par les bénévoles du SPF leur valorisation est essentielle autant que délicate.  
Le SPF fait figurer ces informations à deux endroits distincts dans ses comptes annuels :  
\*Au pied du compte de résultat et du compte d'emploi des ressources quand il s'agit de biens neufs faisant l'objet de justificatifs fournis par des personnes morales. Ces biens seront alors valorisés en euros.  
\*Dans l'annexe de ses comptes pour ce qui concerne les biens d'occasion. Leur nature pourra être décrite et si l'information est disponible, la quantité pourra être affichée. Ces biens concourent à la solidarité que mettent en œuvre les bénévoles de la fédération pour soutenir les personnes accueillies.

Estimation des dons en nature usagés

Dons et nature d'occasion	Pièces	Kg
Habillement d'occasion	1893	5227
Couchages d'occasion	15	1457
Electroménagers d'occasion-Meubles d'occasions	142	0
Vaisselle d'occasion	0	1324
Education	57	759
Santé	26	0
Jouets d'occasion	243	1468
Loisirs	164	0
Heures d'instances	480 Heures	

#### **Bénévolat :**

L'implication des bénévoles est évaluée à partir du nombre d'heures de bénévolat et valorisée au regard des missions accomplies durant ces heures.

Le temps passé par les bénévoles est recensé au moyen des heures déclarées. Les heures sont valorisées selon un taux horaire moyen de 26,73 € pour 2025.

**Concernant les familles de vacances**, à compter de l'exercice 2024, sur proposition de la Commission Financière Nationale, le Secrétariat National du 12 novembre 2024 a entériné la décision qu'une journée en familles de vacances sera valorisée au SMIC chargé x 8 heures. Auparavant, les familles de vacances étaient valorisées au taux horaire d'une assistante maternelle.

#### **Les mises à disposition :**

Elles concernent des biens mobiliers, immobiliers et la mise à disposition de compétences. Elles sont inscrites dans les contributions volontaires en nature pour le montant de la convention de mise à disposition ou de tout autre justificatif probant.

#### **Les heures consacrées à la tenue des instances statutaires :**

Elles ne sont pas valorisées dans les comptes annuels. Etant donné leur importance fondamentale dans la vie et le développement de l'association, elles sont évaluées chaque année dans l'annexe des comptes. Pour 2025, le volume horaire a été évalué à 480 heures.

## VIII. COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD) ET COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC (CER)

*Se reporter aux tableaux en pages précédentes.*

### Méthode de présentation :

Le SPF présente son Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et son Compte d'Emplois de Ressources (CER) pour l'exercice 2025 conformément à la publication du Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

### COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le CROD présente le compte de résultat en liste avec un comparatif N / N-1. Cet état fait également apparaître les produits liés à la générosité du public et leurs emplois en fonction de la destination des dépenses.

#### 8.1.1 Les produits par origine

##### 8.1.1.1 Affectation des ressources au financement des emplois

L'affectation des ressources au financement des emplois est organisée de la manière suivante pour les ressources affectées :

- ♦ Les ressources affectées par les financeurs publics sont affectées conformément aux conventions signées,
- ♦ Les ressources issues de la générosité publique affectées par le donateur (particulier, testateur, mécène) sont affectées conformément aux souhaits de celui-ci,
- ♦ Les autres produits affectés sont affectés en fonction de l'accord conventionnel existant.

L'affectation au financement des emplois des ressources issues de la générosité publique non affectées est établie en fonction d'un ordre de priorité concourant à financer les emplois non couverts par les affectations précédentes. Ainsi, les fonds collectés auprès du public et non affectés financent en priorité :

- ♦ Les missions sociales,
- ♦ Les frais de recherche de fonds,
- ♦ Les frais de fonctionnement.

Ci-dessous, quelques précisions sur la composition des produits inscrits dans le CROD du SPF :



#### 8.1.1.2 Les produits liés à la générosité du public

Le Conseil d'Administration de l'Association Nationale a défini la générosité publique : « *Les ressources financières issues de la générosité publique se composent :*

- ♦ *Des dons manuels des personnes physiques, qu'ils soient affectés ou non affectés (liés à des campagnes ou hors campagne),*
- ♦ *Des legs, donations et assurances vie, qu'ils soient affectés ou non affectés,*
- ♦ *Des dons financiers des entreprises (mécénat) qu'il soit affecté ou non affecté,*
- ♦ *Des produits financiers issus des placements de ces ressources. »*

De plus, le règlement prévoit que la rubrique « autres produits liés à la générosité du public » comprend les quotes-parts de générosité du public reçues, les revenus générés par les actifs issus de la générosité du public.

**8.1.1.3 Les produits non liés à la générosité du public** se composent principalement à ce jour des contributions financières comprenant les dons financiers des fondations et associations, de la cotisation statutaire versée par chaque département à l'Association Nationale conformément aux statuts ou aux versements intra-structures SPF, des ventes de marchandises et de prestations de services, des produits financiers, des plus ou moins-values de cession d'actifs, des participations des destinataires de la solidarité, des produits d'initiatives etc.

**8.1.1.4 Les subventions et concours publics** comprennent les subventions d'exploitation ainsi que les quotes-parts de subventions d'investissement réintégrées au cours de l'exercice au compte de résultat.

**8.1.1.5 Les reprises sur provisions et dépréciations** regroupent toutes les reprises de provisions conformément au compte de résultat.

**8.1.1.6 Les utilisations de fonds dédiés antérieurs** correspondent aux utilisations des fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit de la reprise des sommes reçues pour les activités de solidarité et non encore dépensées au 31/12/2024. Pour le détail des sommes utilisées en 2025, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

#### 8.1.2. Les charges par destination

##### 8.1.2.1. Les missions sociales au SPF

La définition des missions sociales du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Conformément aux statuts :

« Faisant leur la formule « tout ce qui est humain est nôtre », les adhérents aux présents statuts se regroupent dans un but unique : pratiquer la solidarité. »

Les articles 1/ b et c des statuts de l'Association nationale, des fédérations, des comités locaux et conseils de région du Secours populaire français définissent les missions sociales du Secours populaire français, qu'elles soient réalisées directement ou avec des partenaires en France ou à l'étranger :

« Ils se proposent de soutenir dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, au plan matériel, sanitaire, médical, moral et juridique, les personnes et leurs familles victimes de l'arbitraire, de l'injustice sociale, des calamités naturelles, de la misère, de la faim, du sous-développement et des conflits armés.

Ils rassemblent en leur sein des personnes de bonne volonté, enfants, jeunes et adultes, de toutes conditions, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, en veillant à développer avec elles la solidarité et toutes qualités humaines qui y sont liées.

Ils développent en permanence les structures et l'audience de l'association notamment par la création de comités locaux et de fédérations départementales.

#### Les missions sociales se déclinent de la manière suivante :

- ♦ Activités de solidarité liées aux urgences en France et dans le monde ;
- ♦ Activités de solidarité en France et dans le monde notamment dans les domaines suivants : alimentaire, logement, vestimentaire, santé, hygiène, accès à la culture, aux sports, aux loisirs, aux vacances, accompagnement scolaire, Pères Noël Verts, Journée des Oubliés des Vacances...
- ♦ Le développement des structures et de l'audience du SPF
- ♦ L'animation du réseau : soutien aux réseaux partenaires, accompagnement et soutien au réseau décentralisé SPF, gestion des donateurs et collecteurs, accueil et mise en mouvement des bénévoles et formation... »

#### Définition et répartition des coûts directs et indirects

La définition et répartition des coûts directs et indirects du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Affectation des charges du compte de résultat aux rubriques du CROD et du CER :

- ♦ Coûts des missions sociales :
  - Coûts directs : Coûts des dépenses directes de la mission sociale ;
  - Coûts indirects : Coûts qui n'existeraient pas si la mission sociale disparaissait.
- ♦ Coûts de structure et de fonctionnement : principes des clés de répartition. »

La fédération s'est prononcée sur la nature des clefs de répartition qu'elle utilisera pour la répartition des coûts de structure et de fonctionnement. Cette répartition est entérinée par la voie de ses instances.

#### 8.1.2.2. Frais de recherche de fonds

##### Frais d'appel à la générosité du public

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ conception, réalisation et envoi de publipostages,
- ♦ recherche et gestion des legs,
- ♦ frais de traitement des dons et des reçus fiscaux,
- ♦ campagne du Don'actions,
- ♦ frais de recherche de mécénat, partenariats d'entreprises.

##### Frais de recherche d'autres ressources

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ organisation d'initiatives, braderies,
- ♦ initiatives liées à la campagne du Don'actions,
- ♦ frais de recherche de fonds auprès de fondations et associations,
- ♦ frais de recherche de subventions publiques.

#### 8.1.2.3. Frais de fonctionnement

Cette rubrique regroupe les dépenses de :

- ♦ Locaux,
- ♦ administration générale,
- ♦ communication.

**8.1.2.4. Les dotations aux provisions et dépréciations** regroupent toutes les dotations aux provisions et dépréciations conformément au compte de résultat.

**8.1.2.5. Les reports en fonds dédiés de l'exercice** correspondent aux reports en fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit du report des fonds dédiés par des tiers financeurs collectés sur 2025 et non utilisés sur l'exercice pour les activités de solidarité. Pour le détail des sommes reçues en 2025 et non encore dépensées au 31/12/2025, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

### COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) présente uniquement les ressources collectées auprès du public ainsi que leurs emplois avec un comparatif N / N-1.

Ces données proviennent directement du CROD, ce sont les colonnes « dont générosité du public » du CROD.

Le CER affiche un déficit de 0 € sur 2025 pour les seuls fonds liés à la générosité du public.

Au pied du CER il est indiqué un solde de fonds liés à la générosité du public non utilisé de l'année précédente (« report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées (hors fonds dédiés) en début d'exercice »). Celui-ci s'élève pour la fédération à 0 €.

Ce montant est utilisé pour calculer un nouveau solde en fin d'exercice en y ajoutant le déficit de l'année et la variation d'investissements et désinvestissement de l'année (0 € pour la fédération).

Le solde de ressources liées à la générosité du public au 31/12/2025 de la fédération s'élève ainsi à 0 €, il viendra concourir à la poursuite des actions de solidarité sur les années futures.



FED EI 026 0 00000 000049	Fédération de la DRÔME	2025	
CROD			
A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL Dont générosité du public
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>			
<b>1-PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>			
1.1 Cotisations			
1.2 Dons, legs et mécénat			
- Dons manuels	169 329	169 329	174 944
- Legs, donations et assurances-vie			
- Mécénat	3 547	3 547	1 401
1.3 Autres produits liés à la générosité du public			
<b>2-PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>			
2.1 Cotisations statutaires	36 434		30 109
2.2 Parrainage des entreprises			
2.3 Contributions financières sans contrepartie	135 612		109 080
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	97 468		118 580
<b>3-SUBVENTIONS</b>	75 170		101 310
<b>4-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>			
<b>5-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS</b>	20 084	13 182	33 520
<b>TOTAL</b>	<b>537 644</b>	<b>186 057</b>	<b>568 945</b>
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>			
<b>1-MISSIONS SOCIALES</b>			
1.1 Réalisées en France			
- Actions réalisées par l'organisme	418 394	167 615	389 429
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	23 198	1 733	29 497
1.2 Réalisées à l'étranger			
- Actions réalisées par l'organisme	385	252	
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	24 505	16 046	21 088
<b>2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	21 308		41 150
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	6 713		14 475
<b>3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	38 695	227	35 105
			227

FED EI 026 0 00000 000049	Fédération de la DRÔME		2025	
CROD				
A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS				
5-IMPOT SUR LES BENEFICES				
6-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	9 044	184	9 954	5 472
TOTAL	542 242	186 057	540 697	197 622
EXCEDENT OU DEFICIT	-4 598		28 248	

B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	463 445	463 445	361 356	361 356
- Bénévolat				
- Prestations en nature	77 753	77 753	95 591	95 591
- Dons en nature				
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	35			
3-CONCOURS PUBLICS EN NATURE	251 329		168 036	
- Prestations en nature				
- Dons en nature				
TOTAL	792 562	541 198	624 983	456 947
CHARGES PAR DESTINATION				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	669 754	461 576	513 451	380 816
- Réalisées en France	33 368	21 634	21 034	14 358
- Réalisées à l'étranger				
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	37 564	24 355	55 483	37 872
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	51 875	33 633	35 016	23 901
TOTAL	792 562	541 198	624 983	456 947

FED EI 026 0 00000 000049		Fédération de la DRÔME		2025	
CER					
EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-MISSIONS SOCIALES			1-RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations		
- Actions réalisées par l'organisme	167 615	175 824	1.2 Dons, legs et mécénat		
- Versements à un organisme central ou à	1 733	2 876	- Dons manuels	169 329	174 944
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie		
- Actions réalisées par l'organisme	252		- Mécénat	3 547	1 401
- Versements à un organisme central ou à	16 046	13 224	1.3 Autres produits liés à la générosité du public		
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public					
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	227	227			
TOTAL DES EMPLOIS	185 873	192 150	TOTAL DES RESSOURCES	172 876	176 345
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			2-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	184	5 472	3-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	13 182	21 277
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	186 057	197 622	TOTAL	186 057	197 622
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public		
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	-	-
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	-	-



CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EMPLOIS DE L'EXERCICE	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	RESSOURCES DE L'EXERCICE	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES - Réalisées en France - Réalisées à l'étranger	461 576 21 634	380 816 14 358	1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC - Bénévolat - Prestations en nature - Dons en nature	463 445 77 753	361 356 95 591
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA	24 355	37 872			
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU	33 633	23 901			
TOTAL	541 198	456 947	TOTAL	541 198	456 947

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	30 475	46 280
(-) Utilisation	13 182	21 277
(+) Report	184	5 472
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	17 477	30 475

## Justificatif d'appartenance à l'Ordre des Experts-Comptables

Ce justificatif, délivré le 08/05/2026 à 20:45, garantit que les documents téléversés sur la plateforme jesignexpert.com ont été signés par au moins un Expert-Comptable inscrit au tableau de l'Ordre au moment de la signature.

### Signataires ayant qualité d'Expert-Comptable au moment de la signature



**Veronique Brault**  
Documents signés le 08/05/2026 à 20:45

Les QR codes présents sur ce document sont produits par l'Ordre des Experts-Comptables afin de garantir l'inscription au tableau de l'Ordre de chacun de ses membres. Ils vous permettent de consulter la carte d'identité numérique de l'Expert-Comptable.

Ces QR codes sont sécurisés et ne peuvent être vérifiés qu'à l'aide d'une application mobile dédiée comme par exemple celle fournie par l'Ordre : Expert-ID (téléchargeable sur les stores Google Play et Apple Store), Otentik Reader, etc.

### Documents concernés

Nom du fichier : **SPF 26 - Rapport des comptes annuels a signer.pdf**

Hash du document signé :

SHA-512 : F386C9791B6BCAA388A192C1F7FC012CB88AD8162E9B613E808BC0ED26C48AF17E0D0C27D62B2E6BDFC98B0632376346D3  
0D14978754ECF7B15328B4D7A38397



# Justificatif d'appartenance à l'Ordre des Experts-Comptables

Nom du fichier : **SPF 26 - Rapport special a signer.pdf**

Hash du document signé :

SHA-512 : 92DD0D596968167A0B5CC2306CEB1403554C5D285CDCC5A47B1CB01705A0AC1A009F289BA979733804AD7CBB440F6331440  
50E4D66F0A5FC6DB0D39B7E48CDF3

## Scellement électronique

Ce justificatif est scellé par l'Ordre des Experts-Comptables. Cela garantit que les documents ont été signés depuis [jesignexpert.com](https://jesignexpert.com), plateforme exclusivement réservée aux cabinets d'Expertise-Comptable.

Scellé par CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES  
EXPERTS-COMPTABLES  
Le 08/05/2026





